



Le gouvernement britannique et l'émigration des Highlanders : entre réécriture de l'histoire et construction d'un mythe

Rewriting History or Building Myths? The British Government and Highland migrations

Alice Lemer-Fleury



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudeseccossaises/780>

DOI : 10.4000/etudeseccossaises.780

ISSN : 1969-6337

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2013

Pagination : 71-90

ISBN : 978-2-84310-246-2

ISSN : 1240-1439

Référence électronique

Alice Lemer-Fleury, « Le gouvernement britannique et l'émigration des Highlanders : entre réécriture de l'histoire et construction d'un mythe », *Études écossaises* [En ligne], 16 | 2013, mis en ligne le 15 avril 2014, consulté le 15 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudeseccossaises/780> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudeseccossaises.780>

Le gouvernement britannique et l'émigration des Highlanders : entre réécriture de l'histoire et construction d'un mythe

La brève période de trêve dans les guerres entre la Grande-Bretagne et la France entre 1801 et 1803 donna lieu, comme au cours des trêves précédentes, à un sursaut migratoire, notamment depuis les Hautes Terres d'Écosse. Aujourd'hui, les historiens estiment qu'entre 5 000 et 7 000 Highlanders quittèrent l'Écosse pour les colonies au cours de cette période (Horn, 1998, p. 33 et 45 ; Devine, 2003, p. 129). Cette vague migratoire a, comme toutes les autres, donné naissance à de nombreux mythes dans l'histoire de l'Écosse et de la diaspora écossaise.

L'image populaire du migrant des Highlands est communément celle d'un pauvre paysan chassé des collines de ses ancêtres, dépossédé de ses terres par un propriétaire capitaliste sans scrupule, et forcé de migrer en Amérique où il arrive destitué et nostalgique. Dans les années 1800, de profonds changements socio-économiques bouleversaient l'ancienne société de la région depuis près d'un demi-siècle. Le nouveau modèle agricole impliquait des déplacements de population : les paysans devaient s'installer dans des *crofts* sur les côtes et céder leur place dans l'intérieur des terres aux pâturages de moutons. Cependant, ces déplacements internes n'eurent rien de commun avec l'ampleur et la violence des *Clearances* du milieu du XIX^e siècle, avec lesquelles les vagues migratoires sont généralement associées (Smout, 1985, p. 323 ; Harper, 2004, p. 20-23 et 45). Par ailleurs, les migrants des années 1801-1803 n'étaient pas indigents ; la plupart d'entre eux avaient suffisamment de moyens financiers pour payer leur traversée transatlantique et arriver au Nouveau Monde avec un petit capital (*Observations*, p. 159-160 ; Harper, 2004, p. 22). Si des débats entre les historiens subsistent, on peut néanmoins affirmer que ces migrants n'étaient pas forcés de traverser l'Atlantique par leurs propriétaires (au contraire, ces derniers s'y opposaient) et que, pour la plupart, ils rejoignaient l'Amérique dans l'espoir de s'y construire une vie meilleure¹.

1. J. M. Bumsted a intitulé son ouvrage *The People's Clearances* afin de montrer que ces migrations étaient volontaires. En d'autres termes, les Highlanders auraient décidé d'eux-mêmes de quitter la

L'histoire des migrations de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle a donc fait l'objet de nombreuses révisions et réinterprétations. Ce processus de réécriture s'est accompagné d'études qui ont analysé les procédés de reconstruction de mythes et stéréotypes identitaires, ré-invention évidente d'une tradition par les Highlanders une fois arrivés en Amérique du Nord : les réécritures de l'identité et de la mémoire écossaise ont ainsi été mises au jour (Harper, 2004, p. 329-372 ; 2009, p. 19-32).

Pourtant, un aspect du canon mythologique qui entoure la vague migratoire de 1801 à 1803 a été très largement ignoré. Selon l'histoire consacrée, le gouvernement britannique aurait pris le parti des grands propriétaires terriens des Hautes Terres d'Écosse et fait preuve « d'hostilité », pour citer J. M. Bumsted, envers ces migrations (Bumsted, 1982, p. XIII). T. M. Devine résume également l'attitude de Londres ainsi :

The British state was equally opposed to Highland emigration [...] Thus government continued to enforce an anti-emigration strategy from 1775, when emigration to America was banned during hostilities, until the 1810s. (Devine, 2003, p. 135)

Pour Devine, cette position s'explique par l'inquiétude du gouvernement quant à « la perte potentielle d'une population précieuse du point de vue militaire ». De leur côté, les grands propriétaires terriens s'alarmaient de voir tant de Highlanders quitter la région, car ils avaient besoin de garder une main d'œuvre à bas coût pour la récolte d'algues et la production de soude à partir du *kelp* et ainsi continuer à augmenter le rendement économique de leurs propriétés (Devine, 2003, p. 135). Leurs craintes auraient été entendues et partagées par le gouvernement, notamment grâce à la campagne de persuasion à Londres de la Royal Highland Society — dont le but était de préserver la langue, les traditions, les coutumes des Highlanders et de promouvoir une politique d'amélioration de l'agriculture et de l'économie de la région (« *improvements*² »). Ces connivences, voire ce « partenariat », entre les élites anglaises et écossaises auraient permis d'empêcher les Highlanders d'émigrer grâce au vote du *Passenger Vessels Act* de 1803 (Hunter, 2007, p. 128 ; Mackillop, 2000, p. 190). Cette loi, censée incarner la politique du gouvernement britannique dans son ensemble en matière d'émigration, aurait eu pour seul but d'interdire *de facto* les migrations des paysans des Highlands, puisqu'en imposant des condi-

région. Cette interprétation est remise en cause par T. M. Devine pour qui les changements socio-économiques qui transformaient les Highlands ne permettent pas de voir cette vague migratoire comme volontaire : si ces changements n'avaient pas eu lieu, les Highlanders n'auraient pas émigré (Bumsted, 1982 ; Devine, 2003, p. 132-139).

2. Kenneth McNeil, *Scotland, Britain, Empire: Writing the Highlands*, Columbus, the Ohio University Press, 2007, p. 1-5.

tions sanitaires très strictes, elle mit le prix de la traversée transatlantique hors de portée pour cette classe de migrants (Bumsted, 1982, p. 129-154; Devine, 2003, p. 131). Cette interprétation, qui fait aujourd'hui partie intégrante d'une conception plus populaire de l'histoire des migrations, tant en Écosse qu'au Canada³, est également perpétuée par la plupart des historiens⁴. Dans son ouvrage, *The People's Clearances* (1982), J. M. Bumsted analyse les trois projets liés à l'émigration pour lesquels l'intervention de l'administration Addington (1801-1804) a été sollicitée. Pour lui, l'opposition du gouvernement à l'émigration des Highlanders est aussi manifeste dans le vote du *Passenger Vessels Act* que dans l'attitude des membres du Cabinet vis-à-vis des projets des Écossais Thomas Douglas, cinquième comte de Selkirk, et Alexander Macdonell, prêtre catholique et chapelain du régiment des Glengarry, qui souhaitaient établir des colonies de Highlanders au Canada. Bumsted conclut son étude ainsi :

It had been an era of transatlantic movement not only unassisted by government, but produced in opposition to articulated public policy, reflecting the opinion of the Scottish élite [...] British ministers adopted an attitude toward emigration that ranged from neutrality at best to a more typical hostility. (Bumsted, 1982, p. 216)

Cependant, cette notion même d'une opposition du gouvernement à l'émigration des Highlanders, mise en avant par les historiens, semble quelque peu douteuse au vu du nombre de ministères impliqués : le secrétariat d'État à la Guerre et aux Colonies, le ministère de l'Intérieur, le Lord Avocat, le Trésor, l'Amirauté, le Parlement et le Premier ministre étaient concernés par les affaires de l'Empire et par les implications du débat écossais. Ces départements menaient des politiques impériales différentes et parfois déconnectées⁵. L'idée d'une opposition quasi unanime est donc problématique. Par ailleurs, les membres du gouvernement, Lord Hobart en particulier (secrétaire d'État à la Guerre et aux Colonies de 1801 à 1804), étaient conscients de la nécessité de peupler les Canadas afin de résister aux tendances expansionnistes des États-Unis (Harper, 2004, p. 24; Bumsted, 1982, p. XIII). Ainsi, les individus qui le sollicitèrent afin d'obtenir des terres en Amérique du Nord britannique pour y établir

3. Par exemple, de très nombreux sites internet reprennent et véhiculent cette interprétation : <http://en.wikipedia.org/wiki/Passenger_Vessels_Act_1803>, <www.multiculturalcanada.ca/Encyclopedia/A-Z/s2/4>, <www.windsorscottish.com/hist-sic-gotocanada.php>, <www.exploreancestry.co.uk/clearance-scottish-emigration.html> (consultés le 23 septembre 2012).

4. Marjory Haper avance, le temps d'une phrase seulement, l'idée que le gouvernement était plutôt « réticent à condamner l'émigration franchement » depuis 1783 (Harper, 2004, p. 25).

5. Steven Sarson, *British America, 1500-1800: Creating Colonies, Imagining an Empire*, Oxford et New York, Hodder Arnold, 2005, p. 57.

des colonies de migrants écossais furent satisfaits dans leurs demandes. Lord Selkirk put établir deux colonies de Highlanders sur l'Île-du-Prince-Édouard (1803) et dans le Haut-Canada (1804). Alexander Macdonell lui aussi obtint des terres en 1803 dans le Haut-Canada pour y établir ses ouailles⁶.

Tous ces éléments amènent donc à s'interroger sur la validité de cette théorie d'une opposition du gouvernement britannique aux migrations écossaises, pourtant inscrite dans l'histoire de cette vague migratoire. Quelle fut la position des différents membres du Cabinet concernés par la question? Le *Passenger Vessels Act*, du fait de ses intentions humanitaires et sanitaires, traduisait-il vraiment l'idée d'une opposition gouvernementale? Pourquoi parler d'hostilité du gouvernement alors que les requêtes d'individus liés à l'émigration comme Selkirk ou Macdonell ont été satisfaites? Cette partie de l'histoire aurait-elle ainsi été sujette à des réécritures, voire à des inventions? Si l'opposition du gouvernement ne va pas de soi, quelles sont les origines de cette interprétation et les raisons de sa persistance dans l'histoire?

La première partie de cet article sera consacrée à démontrer qu'il existait un certain soutien, ou du moins une absence d'hostilité de la part du gouvernement britannique à l'égard des projets d'émigrations collectives de Highlanders, contrairement au mythe qui se propageait déjà dans les années 1800 et que l'on retrouve aujourd'hui dans les ouvrages d'historiens tels J. M. Bumsted ou T. M. Devine. Les projets de Lord Selkirk et d'Alexander Macdonell, la campagne du Lord Advocate et de la Royal Highland Society ainsi que le plan de régiment canadien seront réexaminés à la lumière des écrits et des correspondances entre les différents acteurs. Nous analyserons ensuite les processus de (ré)écriture de l'histoire de ces migrations. À travers l'étude des travaux publiés par Lord Selkirk, tels que *Observations on the Present State of the Highlands* (1805), et Alexander Macdonell, «Sketches of the Glengarry» (1833), il s'agira de sonder la façon dont ces deux hommes ont eux-mêmes participé à l'invention de mythes autour de leurs projets et de déterminer leurs intentions derrière ces réécritures. Nous nous interrogerons également sur les raisons pour lesquelles cette interprétation a résisté à l'épreuve du temps et de l'histoire, en participant à l'invention des mythes du highlandisme et du nationalisme.

6. Hobart à Hunter, 15 février et 1^{er} mars 1803, Q294, NAC, p. 28, 30 et 35.

Le mythe d'hostilité du gouvernement britannique envers les migrations des Highlanders

La soi-disant opposition du gouvernement britannique aux projets de Lord Selkirk et Alexander Macdonell

Les projets de migrations proposés à différents membres du gouvernement britannique par Lord Selkirk et Alexander Macdonell donnèrent lieu à des tractations et à des négociations entre les différents acteurs. Au cours de ces échanges, le gouvernement fit parfois part de fortes réticences, mais ces dernières ne concernèrent jamais directement l'émigration des Highlanders.

Si dans le cas des projets de Lord Selkirk, l'histoire retient l'image d'un noble Écossais «tenace» qui dut se battre contre un gouvernement hostile «cherchant à se débarrasser d'un comte écossais empoisonnant» (Bumsted, 2009, p. 77), les correspondances entre Selkirk, Lord Pelham (ministre de l'Intérieur), Lord Hobart (secrétaire d'État à la Guerre et aux Colonies) et Henry Addington (Premier ministre) racontent une histoire bien différente. Le gouvernement émit de nombreuses réticences quant aux premières propositions de Lord Selkirk qui demandait l'assistance du gouvernement pour faire migrer au Canada, non pas des Écossais, mais des Irlandais, dans la région du lac «Winnipeg» où il voulait que ses colons puissent participer au commerce des fourrures. Une telle ingérence dans le commerce de la traite — alors sous le monopole de la Compagnie de la Baie d'Hudson — et dans les affaires de l'Irlande n'était pas du goût du gouvernement⁷. Lord Pelham considérait que «l'Irlande s'apaiserait si on la laissait en paix quelque temps» et Hobart suggéra à Selkirk de choisir des migrants plus «conciliants» que les Irlandais. Au cours de ces tractations, il apparaît que Pelham, Addington et, dans une bien moindre mesure, Hobart ne souhaitaient pas *encourager* l'émigration et tenaient à ce que Selkirk s'emploie à rediriger vers les colonies britanniques les migrants qui s'apprêtaient à partir aux États-Unis. Seul John King (sous-secrétaire d'État à l'Intérieur) s'opposait catégoriquement à l'émigration. L'attitude du gouvernement fut à ce sujet encourageante. Ce sont ainsi les membres du gouvernement eux-mêmes qui orientèrent

7. Comme le nota John King, dans le cas de la traite des fourrures «l'indifférence salutaire» existait bel et bien. Le gouvernement britannique resta en dehors des affaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la Compagnie du Nord-Ouest jusqu'aux violences qui suivirent l'installation des colons de Lord Selkirk à Rivière-Rouge dans les années 1810 («Notes on Lord Selkirk's plan by John King», 27 mai 1802, NAC, Q293, p. 140; Elaine Allan Mitchell, «The Scot in the Fur Trade», dans W. Stanford Reid (éd.), *The Scottish Tradition in Canada*, Toronto, McClelland and Stewart, 1976, p. 39).

Selkirk vers les Highlands. Lors de leur rencontre en avril 1802, Lord Pelham fit savoir au comte qu'il avait «une préférence» pour les migrants anglais et écossais puisque, contrairement aux Irlandais, ils montraient déjà une forte disposition à migrer. Lord Hobart, quant à lui, suggéra «d'engager des familles écossaises ou allemandes» pour le Haut-Canada et offrit à Selkirk d'acquérir des terres sur l'Île-du-Prince-Édouard, au large de la Nouvelle-Écosse⁸.

Selkirk souhaitait également qu'on lui alloue des terres dans le Haut-Canada et qu'on lui concède les droits sur les «mines et les minerais» qu'il y découvrirait, afin de récompenser ses efforts financiers. Hobart, cependant, ne souhaitait pas déroger aux règles politiques coloniales en place : les ressources minières étant réservées à la Couronne, le secrétaire refusa de céder à Selkirk le moindre droit sur leur exploitation. De même, il insista sur le fait qu'il obtiendrait des terres selon les conventions usuelles, c'est-à-dire en fonction du nombre de colons qui s'y installeraient. Une fois ces conditions posées, Hobart affirma qu'il s'assurerait que Selkirk obtiendrait «les considérations les plus favorables» possibles au Canada en ajoutant qu'il «[lui] ferait grand plaisir de donner toute l'aide en [son] pouvoir afin de servir l'avancement [des] vues» du comte. En dépit de ces encouragements, Selkirk continua d'insister pour obtenir ces «considérations particulières». Il fit alors de nombreuses propositions souvent inconstantes⁹, et alla même jusqu'à menacer à plusieurs reprises de conduire ses migrants aux États-Unis où l'opération lui serait financièrement plus profitable. En février 1803, il finit par se plier aux règles gouvernementales et accepta les conditions qui lui étaient proposées depuis plusieurs mois¹⁰. Le gouvernement laissait le propriétaire de la colonie, en l'occurrence Selkirk, organiser transport et installation puisqu'il s'agissait de créer une colonie «privée» comme la plupart des projets de colonisation depuis le début du XVI^e siècle¹¹. Le gouvernement ne fit en aucun cas preuve d'opposition. Au contraire, il apparaît clairement que

8. «Extract of Conversation with Lord Pelham respecting Irish Emigration», 2 avril 1802; Hobart à Selkirk, 30 juillet 1802; Selkirk à Hobart, 6 juillet 1802, SPNAC 13902, 13851-13852, 13840-13841.

9. Par exemple, il demanda à Addington que toutes les terres inoccupées entre le lac Simcoe et Yonge Street (soit une concession de 100 kilomètres de longueur au moins) soient colonisées uniquement par des migrants qu'il recommanderait. Il proposa ensuite à Hobart, en revenant sur ses propositions initiales, d'installer des Irlandais dans la région de Winnipeg à condition qu'on lui accorde des pouvoirs juridictionnels et militaires pour la colonie. Selkirk à Addington, 1^{er} février 1803, SPNAC, 13853-13855; Selkirk à Hobart, 9 février 1803, SPNAC 13856-13857.

10. Selkirk à Hobart, 6 juillet 1802, SPNAC 13840-13841; Hobart à Selkirk, 30 juillet 1802, SPNAC 13851-13852; Hobart à Hunter, 4 septembre 1802, NAC, Q239, p. 61; Selkirk à Sullivan, 13 février 1803, SPNAC 13859-13860; «Proposition relative to Prince Edward Island», 26 février 1803, SPNAC 13861-13862; Hobart à Hunter, 15 février 1803, NAC, Q294, p. 28.

11. H. E. Egerton, *A Short History of British Colonial Policy*, Londres, 1897; Klaus E. Knorr, *British Colonial Theories, 1570-1850*, Toronto, Toronto University Press, 1944.

ce sont les membres du Cabinet, et plus particulièrement Lord Hobart, qui ont façonné les premiers projets de Selkirk en tant que migrations de Highlanders vers le Canada — ces projets mêmes qui font aujourd'hui la renommée du comte. Selkirk ne fut pas soutenu dans son projet de coloniser l'Ouest canadien pour les raisons dont nous avons parlé plus haut ; mais une forme d'hostilité à l'émigration des Highlanders ne fut jamais un facteur¹².

L'absence d'opposition, voire le soutien de l'administration, sont tout aussi évidents dans l'attitude de celle-ci vis-à-vis des projets du prêtre Alexander Macdonell. L'aumônier du Régiment des Glengarry se tourna vers le gouvernement afin d'obtenir de l'aide pour installer ses ouailles dans le Haut-Canada lorsque le régiment fut dissous suite à la paix d'Amiens en 1802 (McLean, 1991, p. 146). Macdonell se rendit alors à Londres, où il fut présenté à Charles Yorke, secrétaire d'État à la Guerre, et, grâce à lui, au Premier ministre Henry Addington. Celui-ci lui exprima son « regret sincère de voir qu'il était nécessaire pour tant de [Highlanders] de quitter leur pays *pour toujours*¹³ » et bien qu'il émit des réticences quant au choix de la destination, il ne fit jamais preuve d'hostilité. Il leur proposa en premier lieu de s'installer sur l'île de Trinidad et offrit des conditions très avantageuses au prêtre : gratuité du passage, une ferme de 80 acres pour chaque chef de famille et de l'argent pour acheter des esclaves. Macdonell refusa, arguant de l'insalubrité du climat des Antilles et insista pour obtenir une concession dans le Haut-Canada. Addington lui proposa alors de s'installer sur les côtes de Nouvelle-Écosse ou de Cap-Breton. Comme nombre de ses contemporains, le Premier ministre considérait que la province canadienne, peu peuplée et mal défendue, risquait de tomber aux mains des États-Unis en cas d'attaque (« Sketches » ; Harper, 2004, p. 24). Il ne souhaitait donc pas y envoyer des colons, mais ne s'opposa jamais au départ des Glengarry. La proposition du Haut-Canada fut finalement acceptée et Lord Hobart chargea Peter Hunter de recevoir les Glengarry avec les marques de « faveur et de considération » qui leur étaient dues en raison de leur « mérite et des services » rendus à la Couronne. Le départ groupé des vétérans n'eut cependant jamais lieu.

12. On notera d'ailleurs que le projet de colonie de l'Île-du-Prince-Édouard (vivement encouragée par Hobart) fut, des trois tentatives de Selkirk, la plus réussie. Lorsqu'il mit en place le projet de Rivière-Rouge, la présence de ses colons dans l'Ouest raviva l'animosité des commerçants de fourrures et des violences éclatèrent entre colons, employés de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la Compagnie du Nord-Ouest. Au cours du massacre de Seven Oaks, en 1816, une vingtaine de colons furent tués. Les craintes de Pelham et Hobart n'étaient donc pas infondées (Bumsted, 2009, p. 100, 203-218, 303-315).

13. Alexander Macdonell à Bishop Cameron, 7 mars 1803, Alexander Macdonell Papers, SCA, BL/4/209/18.

Plusieurs années plus tard, Macdonell accusa les propriétaires et l'administration d'avoir empêché leur départ en votant le *Passenger Vessels Act* en mai 1803. Pour autant, ni le Premier ministre, ni le secrétaire d'État à la Guerre et aux Colonies, ni le secrétaire à la Guerre ne s'opposèrent à l'émigration des Glengarry. Au contraire, ils y apportèrent leur soutien. Et lorsque Macdonell décida de partir seul en 1804, Hobart écrivit de nouveau à Hunter afin que celui-ci assure au prêtre sa protection et lui accorde des terres dans les conditions les plus favorables possibles¹⁴.

« L'interdiction » de l'émigration par le gouvernement : la campagne de la Royal Highland Society et le régiment canadien

En dépit de l'attitude conciliante, voire encourageante, de nombreux membres du Cabinet vis-à-vis de l'émigration dans les projets de Lord Selkirk et Alexander Macdonell, l'idée d'une politique gouvernementale opposée à l'émigration se trouva incarnée par le *Passenger Vessels Act* de 1803. Afin de réglementer les conditions matérielles lors de la traversée, la loi limitait le nombre de passagers autorisés à bord, imposait une fumigation de la literie deux fois par semaine et contraignait les armateurs à engager un médecin qualifié pour la durée du voyage (MacDonagh, 1961, p. 58). Les intentions de la loi auraient cependant été bien différentes, comme le résume, par exemple, T. M. Devine :

The magnitude of the planned emigration shook both landowners and government. [...] One immediate consequence was the passing of the Passenger Vessels Act in 1803. Its purpose was overtly humanitarian, to address some of the problems of overcrowding and safety on emigrant vessels. The real aim was to inflate the cost of the transatlantic voyage and hence make emigration more difficult. (Devine, 2003, p. 130-131)

On voit ici se dessiner deux éléments centraux dans l'idée d'opposition du gouvernement aux migrations. D'une part, le *Passenger Vessels Act* apparaît comme le fruit d'une forme de coopération — ou du moins d'objectifs communs — entre les élites écossaises et le gouvernement britannique. D'autre part, la loi est envisagée comme une manœuvre machiavélique, usant de prétextes humanitaires afin d'interdire l'émigration dans les faits.

À l'origine, c'est la Royal Highland Society, fondée à Londres en 1778 et à Édimbourg en 1784 afin de promouvoir le développement économique de la région, qui eut l'idée d'une telle réglementation. Elle comptait parmi ses membres de nombreux propriétaires terriens et faisait office

14. Hobart à Hunter, n° 17, 1^{er} mars 1803, Q294, p. 35; Macdonell à Bathurst, 20 décembre 1814, NAC, RG 5 A1, p. 9052; Hobart à Hunter, 7 avril 1804, NAC Q297, p. 19.

de groupe de pression. Son comité sur l'émigration, créé en 1801, était également composé de plusieurs propriétaires terriens (tels que Sir James Grant, Fraser of Farrline ou Grant of Rothiemurchus) qui cherchaient à mettre un terme à l'émigration afin de protéger leurs intérêts commerciaux (Highland Society Sederunt Book, No. 3, p. 442; Mackillop, 2000, p. 192-196). Les grands propriétaires qui commercialisaient la production de soude à partir d'algues (les *kelping lairds*) étaient particulièrement désireux d'empêcher les Highlanders de quitter la région, car l'industrie des algues demandait une main d'œuvre nombreuse afin de rendre l'entreprise rentable (Bumsted, 1982, p. 90; Harper, 2004, p. 24). Le projet de certains membres de la Royal Highland Society et de Charles Hope, le Lord Avocat pour l'Écosse, très proche des *kelping lairds*, était bien d'interdire l'émigration des Highlanders, mais les intentions du gouvernement britannique et du Parlement en ce sens semblent cependant moins claires.

Andrew Mackillop montre que s'il existait bien un «partenariat patriotique» entre le gouvernement et les propriétaires écossais, ces derniers eurent le plus grand mal à attirer l'attention de Londres sur la question de l'émigration (Mackillop, 2000, p. 190-196). Le premier rapport du comité de la Society, publié en janvier 1802, resta lettre morte alors qu'il avait été envoyé à de nombreuses personnalités influentes comme Henry Addington, Lord Pelham, Nicholas Vansittart (secrétaire au Trésor) ainsi qu'aux Écossais siégeant au Parlement tels que William Dundas (Sederunt Book, No. 3, p. 521). Ni les élus, ni le gouvernement ne réagirent promptement aux demandes de législation de la Society, au point que le comité dut renouveler son appel avec un deuxième rapport en juin 1802. Ce ne fut qu'en novembre 1802 que le Trésor décida d'envoyer Thomas Telford dans les Highlands afin de s'enquérir des possibilités de développement économique et des «causes de l'émigration et des moyens d'y mettre un terme» (*Telford Report*, p. 3). Bien que les instructions données indiquent clairement une opposition à l'émigration des Highlanders, le gouvernement ne semble avoir été ni anxieux, ni enthousiaste à l'idée de combattre l'émigration. D'ailleurs, dans son rapport, Telford émit des réserves quant à la légitimité d'une intervention du gouvernement :

As the Evil at present seems to arise chiefly from the Conduct of Landowners, in changing the Economy of their Estates, it may be questioned whether Government can with Justice interfere, or whether any essential Benefits are likely to arise from this Interference. (*Telford Report*, p. 16)

Ainsi, même s'il considérait l'émigration comme un «mal», Telford ne recommandait pas aux législateurs d'abonder dans le sens des propriétaires en limitant l'émigration. Pour lui, la politique des propriétaires était seule responsable des migrations car ceux-ci déplaçaient les paysans dans

des *crofts* sur les côtes afin d'utiliser l'intérieur des terres pour l'élevage de moutons. Ces changements poussaient ainsi les Highlanders à partir. Telford préférait recommander de grands travaux qui permettraient aux Highlanders de trouver un emploi dans la région (*Telford Report*, p. 17). Il apparaît une fois encore que l'attitude du gouvernement face à l'émigration était loin d'être unanime et qu'il n'était pas nécessairement enclin à coopérer avec les élites écossaises.

Charles Hope et la Royal Highland Society réussirent néanmoins à convaincre le comité de la Chambre des communes, chargé, en 1803, de travailler sur les recommandations du rapport Telford. Afin d'obtenir une loi visant à réglementer la traversée transatlantique et ainsi restreindre, voire interdire, l'émigration, Charles Hope et la Royal Highland Society insistèrent sur l'aspect humanitaire de leurs intentions. Ainsi, les trois rapports de la Society transmis à la Chambre des communes décrivaient « [la] souffrance et [la] détresse » subies par ces migrants « dupés » par ceux qui ne cherchaient qu'à tirer profit de leur misère et appelaient les « amis de l'humanité » à agir contre « les horreurs de la traversée » (*First Report*, p. 2, 5, 8 ; *Third report*, p. 647). Ainsi, le comité des Communes, composé de nombreux philanthropes abolitionnistes tels que William Wilberforce ou Charles Grant, voulait attirer « l'attention de la Chambre sur les souffrances et les épreuves » endurées par les migrants au cours de la traversée : à travers la réglementation des conditions de vie à bord des navires, ses membres cherchaient donc à protéger les migrants et non à interdire l'émigration (*Emigration Report*, p. 1-4). L'utilisation de la rhétorique humanitaire ne fut peut-être qu'une manœuvre et la sincérité des considérations philanthropiques des propriétaires et de Charles Hope peut être mise en doute puisqu'ils cherchaient principalement à faire interdire l'émigration pour préserver leurs intérêts commerciaux (Busmied, 1982, p. 90 ; Hunter, 2007, p. 137). Il est cependant erroné de voir dans le *Passenger Vessels Act* de 1803 une opposition du gouvernement ou du Parlement à l'émigration. L'hostilité du gouvernement à travers cette loi semble d'autant moins crédible que les restrictions du *Passenger Vessels Act* ne furent jamais vraiment imposées par les différents ministères chargés de sa mise en application. La reprise des hostilités entre la France et la Grande-Bretagne eut autant, voire plus, d'impact sur la diminution du nombre de départs au cours de l'été 1803 que la loi elle-même (MacDonagh, 1961, p. 61).

Par ailleurs, quelques semaines à peine après le vote du *Passenger Vessels Act*, Lord Hobart et le duc d'York (commandant en chef des Armées) mirent en place un projet de migration tout aussi ambitieux que ceux proposés par Selkirk ou Macdonell. En juin 1803, York, en réponse aux requêtes d'Hobart, conseilla à celui-ci de lever quatre régiments de *Fencibles*

(régiments servant en Amérique du Nord) pour Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et le Haut-Canada. Lord Hobart décida alors de tirer profit de la loi de 1803 afin d'en faire bénéficier l'Empire et de contenter ceux qui avaient été déçus dans leur projet de migration, du fait de la guerre et du *Passenger Vessels Act*, en recrutant les soldats pour ces régiments dans les Highlands. Un placard informait les Highlanders ainsi :

The regiment is to serve in America only. Therefore natives of this country as are desirous of going to America with their Families have now an excellent opportunity of accomplishing their wishes by inlisting [*sic*] in the said Regiment, as Government will carry the Wives and Families of the Soldiers free of expense to that Country and when the Regiment is disbanded, the soldiers will be entitled to [...] allotments of Land [...] in America. (Cité dans Prebble, 1975, p. 447.)

Ce discours qui encourageait sans équivoque l'émigration des Highlanders consterna Charles Hope qui, stupéfait, nota que « l'esprit de migration avait été ravivé [...] par le gouvernement de ce pays¹⁵ ». Cependant, l'échec du régiment canadien ne fut en aucun cas la conséquence des positions du Lord Avocat¹⁶.

Ni les membres du Parlement, convaincus d'agir selon des principes humanitaires, ni l'administration Addington ne cherchèrent donc à interdire l'émigration des Highlanders. Chacune des interventions du gouvernement traduit une grande diversité de points de vue sur la question des migrations, mais aucune, à l'exception de celles de John King et Charles Hope, ne manifeste une quelconque opposition. Au contraire, il semble que certains membres du Cabinet aient même cherché à l'encourager. Pourquoi, alors, cette interprétation a-t-elle prévalu ?

Processus de réécritures : propagandes et enjeux nationalistes

Réécritures propagandistes

Dans ses *Observations on the Present State of the Highlands* publiées en 1805, trois ans après le début de ses tractations avec le gouvernement, Selkirk expliquait en quoi l'émigration des Highlanders était à la fois inévitable

15. Charles Hope à *Home Office*, 4 septembre 1804, NAS, RH2/4/89, p. 140-144.

16. La mauvaise gestion de Thomas Peter, chargé du régiment, le mécontentement des volontaires qui s'étaient vu promettre plus que le gouvernement ne pouvait offrir par les agents de recrutement et la mutinerie qui s'en suivit expliquent ce fiasco (Prebble, 1975, p. 447-464; Bumsted, 1982, p. 155-184; Mackillop, 2000, p. 182).

et bénéfique pour l'Écosse, la Grande-Bretagne et l'Empire. Il donnait du poids à ses arguments, fondés sur l'idée de progrès et de changements inéluctables, sur les théories d'économie politique et les principes de population, en citant longuement les travaux d'Adam Smith, de Samuel Johnson ou de Thomas Malthus. Les critiques furent impressionnés et décrivent l'ouvrage comme « un solide travail d'économie politique » (*Edinburgh Review*, VII, 1805, p. 186-202). Mais le comte ne se contenta pas uniquement de citer les grands penseurs de son temps, il réécrivit presque entièrement ses échanges avec le gouvernement et fit siennes les idées qui lui avaient été soufflées par Hobart et Addington. En effet, Selkirk décrit ses choix et la façon dont les membres du gouvernement réagirent à ses propositions (pour l'Écosse) ainsi :

These representations were treated with polite attention [but] seeing no probability of my views being effectually adopted by Government [...] I resolved to try the experiment, and, at my own risk, to engage some of the emigrants, who were preparing to go to the United States, to change their destination, and embark for our own colonies. (*Observations*, p. 103)

Cette image d'homme courageux prenant des risques personnels pour le bien de la nation et de l'Empire n'aurait eu aucune validité aux yeux de ses lecteurs si ces derniers avaient eu vent de ses premiers projets; il ne les mentionne donc jamais. Ce faisant, Selkirk perpétue l'idée d'une réticence de la part du gouvernement, sans pour autant révéler la teneur de ses projets initiaux qui légitimaient pourtant de telles réserves. Les ambitions politiques du comte étant liées à l'Écosse, il n'évoque jamais son intérêt pour les Irlandais, pourtant manifeste tout au long des premières tractations. Ses menaces répétées de conduire ses migrants aux États-Unis ne sont pas davantage mentionnées. Seule subsiste l'impression que Selkirk, seul contre tous, est parvenu à faire émigrer ces Highlanders. Il fait également valoir qu'il sût à temps rediriger des migrants vers les colonies britanniques, ce qui lui confère un rôle de patriote : il n'indique donc pas que cette idée avait été suggérée en premier lieu par le Premier ministre, puis par le secrétaire d'État à la Guerre et aux Colonies.

Dans ses *Observations*, Selkirk s'appliquait également à refaçonner l'image du promoteur de l'émigration, souvent représenté comme un escroc (*crimp*) abusant le petit peuple, comme le dénonçait la Royal Highland Society (*Third Report*, p. 647-649; Harper, 2004, p. 158). Cette réécriture de ce moment d'histoire collective de la colonisation écossaise au Canada l'amena donc à se créer l'image d'un philanthrope dont le seul but était d'aider les Highlanders à préserver leur « esprit ancien » contre les changements et d'offrir un avenir meilleur à ceux qui avaient été dépossédés de leur terres à causes des politiques d'amélioration du

rendement économique des propriétés (*Observations*, p. 102, 116-124, *passim*). Cette image est bien éloignée des intentions premières du comte qui, dans un esprit bien moins charitable trois ans plus tôt, entendait « purger [l'Irlande] en peu de temps de tous ses sujets les plus dange-reux¹⁷ ». Cette présentation des faits sous un jour embelli et romantique fut par la suite reprise par les historiens de Selkirk. Citons par exemple Lucille Campey, qui montre comment Selkirk est aujourd'hui perçu :

Having been shocked, as a young man, by the extreme poverty which he had witnessed during his travels in the Highlands of Scotland, he dedicated his life and substantial fortune to helping poor and dispossessed Scots to relocate themselves to British North America. (Campey, 2003, p. 4)

Afin de renforcer cette image de philanthrope combatif, Selkirk use d'insinuations qui tendent à le faire passer pour une victime. Sous la pression du lobby des propriétaires, le gouvernement aurait retiré son offre de terres dans le Haut-Canada¹⁸. Selkirk aurait donc été victime de la campagne anti-émigration et aurait subi l'opposition du gouvernement. En fait, à la lecture de ses correspondances privées, il semble que le comte pensait que les « considérations particulières » qu'il demandait, comme les droits sur l'exploitation des minerais dans sa colonie, lui seraient accordées. Ce ne fut pas le cas, mais, comme nous l'avons vu, les termes proposés par Hobart pour le Haut-Canada demeurèrent inchangés tout au long des négociations¹⁹. Selkirk a donc volontairement réécrit son histoire en accusant le gouvernement d'une forme d'opposition à ses projets, afin de promouvoir son image personnelle alors qu'il aspirait à se faire un nom au sein de l'*establishment* et de l'*intelligentsia*, notamment pour faire avancer sa carrière politique²⁰. Omissions, embellissements, insinuations : les procédés de réécritures utilisés par Selkirk sont nombreux, bien que sans doute plus subtils que ceux employés par Alexander Macdonell.

Dans les écrits du prêtre, les reconstructions de l'histoire portent particulièrement sur les raisons de l'échec de la migration collective des

17. « Irish Memorial », 9 février 1802, SPNAC 13893-13897.

18. *Observations*, p. 103 ; « Representations by the Earl of Selkirk », Selkirk à Pitt, 25 juillet 1805, SPNAC 14130-14135.

19. Hobart à Selkirk, 30 juillet 1802, 12 février 1803, SPNAC 13851-13852, 13849-13850. Il est d'ailleurs tout à fait cocasse de noter que la soi-disant preuve avancée aujourd'hui afin de montrer que le gouvernement retira son offre (et céda aux pressions des anti-émigrations) et qui vicimise Selkirk (Bumsted, 2009, p. 18) ne fait non seulement aucunement mention d'un tel événement, mais endommage également son image de philanthrope puisqu'il propose de montrer à son correspondant comment « rendre le *business* [de l'émigration] très lucratif [...] tout en étant avantageux pour les gens » (Selkirk à James Steuart, 16 janvier 1803, NAS, GD128/36/4).

20. Il sera d'ailleurs choisi par les conservateurs pour siéger à la Chambre des Lords en 1807 (Bumsted, 2009, p. 153-156).

Glengarry. Comme Selkirk, Macdonell cherchait à promouvoir ses propres intérêts. Ainsi, en 1806, alors qu'il demandait à obtenir les terres du Haut-Canada promises par Hobart et Hunter trois ans plus tôt, le prélat insista sur sa loyauté et celle de ses hommes pour expliquer cette démarche tardive : ils n'avaient pu rejoindre la province en 1803 car ils avaient décidé de rester en Écosse alors que la guerre contre la France venait d'éclater à nouveau « jusqu'à ce que les inquiétudes d'invasion s'apaisent²¹ ». Lorsque Macdonell fut installé dans la province, ses objectifs changèrent, ses stratégies de narration aussi. Il aspirait alors à promouvoir les intérêts de l'Église catholique en demandant au gouvernement britannique de nommer des prêtres et des instituteurs de cette confession dans le Haut-Canada. Macdonell mit alors en avant le statut de victime des Highlanders, dans le but, sans doute, de montrer que les colons catholiques avaient déjà suffisamment souffert et qu'ils méritaient quelques considérations de la part de l'État. À partir de 1814, il imputa donc sans distinction l'échec du départ de 1803 au *Passenger Vessels Act*, aux propriétaires, au « comité de la Royal Highland Society » et à « l'administration ». Selon lui, cette loi « revint à une prohibition de fait » de l'émigration et « empêcha » les Glengarry de partir pour le Canada. En revanche, il ne mentionne jamais comme de possibles explications son emprisonnement pour dettes, ni le scandale au cours duquel il fut accusé d'avoir épousé une jeune fille en 1803²². Une fois encore, cette version, reflet d'intérêts politiques et personnels, qui impliquait la condamnation du gouvernement, fut perpétuée par certains historiens, notamment au Canada (McLean, 1991, p. 146-148).

Lord Selkirk et Alexander Macdonell ont donc fait usage de procédés de réécritures flagrants. Ils ont révisé et réinterprété les faits en créant l'idée d'une opposition gouvernementale afin de promouvoir leurs intérêts propres ou leur gloire personnelle, mais leurs versions n'ont jamais été remises en question, et ont même été véhiculées par de nombreux historiens. Pourquoi ces réécritures ont-elles résisté aux révisions historiques ?

Perpétuation de l'interprétation canonique et enjeux nationalistes

Une partie de la réponse se trouve sans doute dans une caractéristique centrale et commune aux propagandes et aux réécritures de Selkirk, de

21. Alexander Macdonell à Alexander Grant (président du Conseil du Haut-Canada), 15 mars 1806, NAC, RG1 L3, M8, No. 14.

22. Macdonell à Bathurst, 20 décembre 1804, NAC, RG5 A1, 9050-9064, « Sketches », Letters of Rev. Alexander Macdonell, 9 novembre 1837, NAC, MG 24 J13, p. 5-15; SCA, BL/4/199/4, BL/4/89/2, PL/2/29/6.

Macdonell et de la Royal Highland Society : l'utilisation systématique de motifs nationalistes et d'images propres au highlandisme. À partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, certains parmi les élites écossaises, inquiètes de l'anglicisation grandissante de l'Écosse, commencèrent à développer une vision romantique des Highlands, en se réappropriant les symboles, les images et l'histoire des Hautes Terres. Cette tendance, qui se poursuivait au tournant du XIX^e siècle, amena ainsi ces élites à conférer à la nation ce « passé gaélique » mythique afin de créer une identité nationale écossaise distincte de l'identité anglaise, sans pour autant menacer l'Union (Devine, 2000, p. 231-245 ; McCrone, 1992, p. 17). La préservation des coutumes et des traditions — idéalisées — des Highlands, au cœur du highlandisme fut utilisée par Lord Selkirk afin de justifier (et réécrire) ses projets et satisfaire ses ambitions personnelles. C'est ainsi qu'il écrit en introduction de ses *Observations* :

Admiring many generous and manly features in [the Highlanders'] character, I could not observe without regret the rapid decline of their genuine manners, to which the circumstances of the country seemed inevitably to lead. I thought, however, that a portion of the ancient spirit might be preserved among the Highlanders of the New World [...] where no motives of general policy would militate (as they certainly may at home) against the preservation of all those peculiarities of customs and language. (*Observations*, p. 102)

En utilisant cette image stéréotypée du Highlander, homme généreux, viril et primitif, Selkirk s'inventait comme son défenseur contre la modernité et les politiques d'amélioration des propriétaires, qui, bien que nécessaires et inévitables selon lui, menaient à la destruction d'un mode de vie et de traditions anciennes. On trouve également chez Macdonell, dans les premières explications qu'il avance concernant l'échec du départ de 1803, cette représentation d'homme combattif et loyal, contribuant à la réputation, devenue mythique, de grandeur martiale des Highlanders (Devine, 2000, p. 234).

Un autre thème fondamental de la construction des Highlands est présent dans les écrits de Macdonell : celui du paysan victime des *Clearances*. Le prêtre mentionne par exemple la « condition mélancolique » de ses Glengarry qui durent subir « le traitement sévère de leur propriétaire » et se trouvèrent dépossédés de leurs terres (« Sketches »). Macdonell insiste davantage sur cet aspect misérabiliste à partir des années 1830, lorsque les *Clearances* prirent de plus en plus d'ampleur dans les Highlands — contribuant ainsi à la thématique de la victime, aujourd'hui centrale dans l'imagerie mythique des Highlands. Dans le même ordre d'idée, les membres de la Royal Highland Society soulignèrent le thème de la souffrance des

Highlanders, que les historiens ont également inscrit au cœur de l'histoire mythologique de l'Écosse. Les ambitions humanitaires de la Society ont été dénoncées en tant que réécritures en ce qu'elles cachent, modifient et embellissent les intentions premières de Charles Hope et des *kelving lairds* qui cherchaient simplement à mettre un terme aux migrations pour protéger leurs intérêts. Néanmoins, cette propagande a également permis à l'image du migrant en tant que victime (des armateurs et des promoteurs de l'émigration) de s'enraciner dans la conception populaire de l'histoire (Burnett, 2011, p. 31-34 et 44-49).

Ainsi, deux mouvements très clairs se dégagent ici : Selkirk, Macdonell et la Royal Highland Society utilisèrent les mythes et les motifs des prémisses d'un nationalisme romantique afin de réécrire l'histoire immédiate pour arriver à leurs fins. Ce faisant, ils participèrent également à la promotion du highlandisme et de certaines thématiques nationalistes : dans leurs réécritures de l'histoire, on voit donc émerger la (ré)écriture des Highlands et de la nation écossaise toute entière. David McCrone montre bien comment l'Écosse fait résonner une imagerie puissante « basée sur la romance, la tristesse, la défaite, les épreuves, le conflit et la lutte » (McCrone, 1992, p. 18) ; les réécritures propagandistes de Selkirk, Macdonell et de la Royal Highland Society, qui posent le migrant à la fois en héros militaire et en victime, s'intègrent parfaitement dans cette définition mythique et idéalisée de la nation.

Ces images de héros et de victimes, ou d'« aventuriers et exilés » pour reprendre l'expression de Marjory Harper, donnent une vision de l'histoire qui s'inscrit parfaitement dans le récit de la majorité des historiens de l'Écosse, mais également du Canada. Dans la représentation du Highlander en tant que victime, tour à tour du changement, de la modernité et des politiques des propriétaires terriens, ébauchée par Selkirk et développée par Macdonell, on voit naître deux thématiques qui par la suite trouvèrent une place centrale tant dans l'histoire que dans le nationalisme écossais : celles de l'oppression et de la trahison. Ici, l'histoire de l'Écosse, des *Clearances* et des vagues migratoires s'entremêlent d'une manière confuse et les élites — anciens chefs de clan, propriétaires ou gouvernement — sont associées sans distinction. Les chefs de clan se sont anglicisés et ont trahi leurs hommes en mettant en place leurs politiques d'amélioration et d'éviction. Ces « élites » ont alors opprimé les Highlanders en leur reprenant les terres qu'ils habitaient depuis des temps immémoriaux et en restreignant leur liberté, à travers le *Passenger Vessels Act* par exemple (*Observations*, p. 157 ; McCrone, 1992, p. 50 ; Devine, 2000, p. 456). Ainsi, l'idée d'opposition du gouvernement britannique aux migrations des Highlanders résonne pleinement dans les études, souvent teintées de nationalisme, qui tendent à montrer une empathie

pour les Highlanders, que l'on trouve par exemple chez James Hunter, comme dans *Scottish Exodus, Travels among a Worldwide Clan* (2005) et que l'on décèle également chez T. M. Devine dans *Scotland's Empire, 1600-1815* (2003). Dans ces travaux, les élites dans leur ensemble, qu'ils s'agissent des propriétaires, de la Royal Highland Society ou du gouvernement, apparaissent en conflit avec le peuple que cela concerne les *Clearances* ou les migrations et le *Passenger Vessels Act*. En 2009, Marjory Harper expliquait la résilience de la mémoire nationale écossaise au Canada en ces termes :

The nurturing of memory—including spurious memory—was arguably most highly developed among Highlanders who absolved themselves from guilt and responsibility by equating emigration with clearance-induced expulsion at the hands of landlords. (Harper, 2009, p. 28)

Au regard de l'historiographie écossaise qui tend également à peindre le Highlander en victime et à blâmer les élites (écossaises et anglaises, au pouvoir ou non) pour tous les maux des Highlands, on pourrait conclure que la persistance de l'idée d'une opposition du gouvernement britannique aux migrations, de cette mémoire fallacieuse, résulte de ce même processus.

L'étude de l'historiographie canadienne permet d'avancer une autre raison. Le motif de l'héroïsme est central dans la mythologie nationale du Canada²³ : la représentation mythique du migrant des Highlands s'inscrit également dans la légende canadienne. Ces études, comme celle de J. M. Bumsted, mettent alors en avant le degré de volonté et de résistance des migrants. L'idée d'une hostilité du gouvernement y est tout aussi importante, dans le sens où elle permet d'ériger ces pionniers au rang de héros qui durent se battre contre les propriétaires, contre l'administration, contre toutes les élites en général afin de s'installer au Canada. Cette interprétation résonne donc aussi bien dans les thèmes fondamentaux de l'identité nationale canadienne que dans la mémoire réécrite et réinventée par les Highlanders au Canada (Harper, 2009, p. 28). On retrouve cet aspect chez les historiens de Lord Selkirk. En perpétuant l'image d'un homme courageux, tenace et philanthrope, victime de l'opposition gouvernementale — image qu'il a pourtant lui-même créée de toutes pièces — les historiens tels que J. M. Bumsted ou George Bryce préservent ainsi le statut de ce «fondateur du Canada» dans l'histoire nationale²⁴.

23. Daniel Francis, *National Dreams: Myth, Memory and Canadian History*, Vancouver, Arsenal Pulp Press, 1997.

24. George Bryce, *The Makers of Canada, Mackenzie, Selkirk, Simpson*, 1910, disponible sur <www.electriccanadian.com/makers/makers/index.htm> (consulté le 17 septembre 2012).

Conclusion

L'idée d'une opposition du gouvernement britannique aux migrations des Highlanders ne semble donc pas tenable au regard des faits historiques. Fruit des réécritures propagandistes de Lord Selkirk et Alexander Macdonell entre autres, elle s'inscrit néanmoins parfaitement dans les récits nationaux, tant en Écosse qu'au Canada. Si l'usage de mythes devenus fondamentaux et la participation à l'écriture et à la création nationaliste du highlandisme ont permis à cette interprétation de résister à l'épreuve du temps, cette version réécrite de l'histoire demeure fondamentalement romantique et idéalisée. Il est peut-être regrettable que l'histoire et les nationalismes préfèrent retenir la version entretenue notamment par Lord Selkirk qui ne croyait pas aux possibilités de progrès pour l'avenir de la région et préférait véhiculer et préserver une vision mythique et passéiste des Highlands.

Références bibliographiques

Sources primaires

Manuscrits

Alexander Macdonell Papers, Scottish Catholic Archives (SCA).

First Report of the Committee of the Highland Society of Scotland on Emigration, 12 janvier 1802, NAS GD/51/5/52/1-2.

Highland Society Sederunt Books, National Archives of Scotland (NAS) RH4/188/2.

Home Office Correspondence, NAS, RH2/4/87-88-89.

Second Report of the Committee of the Highland Society of Scotland on Emigration, 28 juin 1802, NAS GD/51/5/52/2.

Selkirk Papers, Archives nationales du Canada (SPNAC).

Séries Q et G (Correspondances entre les gouverneurs du Canada et le secrétariat à la Guerre et aux Colonies), Archives nationales du Canada (NAC).

Third Report of the Committee on Emigration, 25 mars 1803, Highland Society Sederunt Book, NAS, RH4/188/2, p. 634-654.

Sources imprimées

First Report from the Committee on the Survey of the Coasts &c. of Scotland – Emigration, 13 mai 1803, House of Commons, <<http://parlipapers.chadwyck.co.uk>> (consulté le 16 avril 2012).

MACDONELL Alexander, «Sketches of the Glengarry», *Canadian Literary Magazine*, April 1833, vol. 1, page 3 et suiv., dans J. A. Macdonell,

- Sketches Illustrating the Early Settlement and History of Glengarry in Canada*, Belleville, Ontario, Mika Publishing Company, 1893, <<http://www.electricscotland.com/history/glengarry/>> (consulté le 20 juillet 2012).
- LORD SELKIRK, *Observations on the Present State of the Highlands of Scotland, with a View of the Causes and Probable Consequences of Emigration*, 1806 (first published in 1805), publié dans J. M. Bumsted (éd.), *The Collected Writings of Lord Selkirk, 1799-1809*, vol. I, Winnipeg, the Manitoba Record Society Publications, 1984, p. 101-241.
- TELFORD Thomas, *A Survey and Report of the Coast and Central Highlands of Scotland*, 5 avril 1803, <<http://parlipapers.chadwyck.co.uk>> (consulté le 16 avril 2012).

Sources secondaires

- BUMSTED J. M., *The People's Clearances: Highland Emigration to British North America, 1770-1815*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 1982.
- , *Lord Selkirk: A Life*, East Lansing, Michigan State University Press, 2009.
- BURNET John A., *The Making of the Modern Scottish Highlands, 1939-1965*, Dublin, Four Courts Press, 2011.
- CAMPEY Lucille H., *The Silver Chief, Lord Selkirk and the Scottish Pioneers of Belfast, Baldoon and Red River*, Toronto, Natural Heritage Books, 2003.
- DEVINE Thomas M., *The Scottish Nation 1700-2000*, London, Penguin Books, 2000.
- , *Scotland's Empire, 1600-1815*, Londres, Allen Lane, 2003.
- HARPER Marjory, *Adventurers and Exiles: the Great Scottish Exodus*, Londres, Profile Books, 2004.
- , «Transplanted Identities: Remembering and Reinventing Scotland across the Diaspora», dans Tanja Bueltman, Andrew Hinson, and Graeme Morton (eds), *Ties of Blood, Kin and Country: Scottish Associational Culture in the Diaspora*, Guelph, Centre for Scottish Studies, 2009, p. 19-32.
- HORN James, «British Diaspora: Emigration from Britain, 1680-1815», dans P. J. Marshall (éd.), *The Oxford History of the British Empire, The Eighteenth Century*, vol. II, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- HUNTER James, *Scottish Exodus, Travels among a Worldwide Clan*, Édimbourg, Mainstream Publishing, 2007 (first published in 2005).
- KNORR Klaus E., *British Colonial Theories, 1570-1850*, Toronto, Toronto University Press, 1944.
- MCCRONE David, *Understanding Scotland, the Sociology of a Stateless Nation*, Londres, Routledge, 1992.
- MACDONAGH Oliver, *A Pattern of Government Growth, 1800-1860: the Passenger Acts and their Enforcement*, Londres, Aldershot, 1961.

MACKILLOP Andrew, *More Fruitful than the Soil, Army, Empire and the Scottish Highlands, 1715-1815*, East Linton, Tuckwell Press, 2000.

MCLEAN Marianne, *The People of Glengarry: Highlanders in Transition, 1745-1820*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991.

PREBBLE John, *Mutiny: Highland Regiments in Revolt, 1745-1804*, Londres, Secher and Warburg, 1975.

SMOUT T. C., *A History of the Scottish People*, Londres, Fontana Press, 1985 (first published in 1969).